

## Histoire de la civilisation de l'Amérique du Nord

M. Marcel GIRAUD, professeur

*La première adaptation du noir à la liberté : l'expérience des Sea Islands, le mercredi, de 4 à 5 heures (13 cours).*

Au cours des exposés du *mercredi* on a abordé l'étude de la grande question sociale du XIX<sup>e</sup> siècle américain, celle de l'émancipation des noirs et de leur adaptation à la liberté. C'est autour de cette question que s'ordonne l'expérience tentée dès le début de la guerre civile dans le secteur des îles littorales de la Caroline du Sud, qui formaient le domaine du coton à longue fibre, le *sea island cotton*. Là eut lieu, en pleine guerre civile, une sorte de répétition de la grande réforme qui devait s'opérer après 1865, dans la période de la Reconstruction. L'événement fut rendu possible par l'occupation, dès le début de novembre 1861, de cet ensemble d'îles (Port Royal, Hilton Head, Ladies Island, Edisto Island...) par la flotte du commodore Samuel F. Dupont. Les propriétaires des plantations s'enfuirent à l'approche du corps de débarquement, laissant devant les troupes fédérales une population noire de quelque 10.000 esclaves dont la présence ne tarda pas à devenir pour les autorités militaires une source de complications et de difficultés.

Le ministre des finances, Salmon P. Chase, n'envisagea d'abord la situation que sous son aspect économique. Ce qui l'intéressait au début c'était le sort du coton abandonné par les planteurs. Aussi convint-il aisément, sur la suggestion du Gouverneur du Rhode Island, d'envoyer à Port Royal un négociant en coton, le colonel W<sup>m</sup> H. Reynolds, pour étudier les moyens d'en opérer la récolte et de l'acheminer vers les usines du Nord (décembre 1861). Bientôt cependant, les rapports des officiers du corps de débarquement révélèrent au ministre la gravité du problème social que posait le désœuvrement des noirs des îles privés par la fuite des maîtres et des régisseurs de leur discipline traditionnelle. De là la mission que Chase confia à Edward Pierce, un jeune avoué de Boston qui alliait à des sympathies radicales de fortes convictions abolitionnistes, de se rendre à son tour à Port Royal pour essayer d'organiser les noirs en vue de la reprise du travail sur les plantations, mais suivant un système qui ne serait plus celui des années de l'esclavage : il s'agissait d'entraîner les noirs aux responsabilités de la liberté, de leur faire comprendre que leur subsistance serait subordonnée à leur travail. Dans sa mission, Pierce trouva un auxiliaire utile et dévoué auprès du pasteur méthodiste Mansfield French que l'American Missionary Association venait d'envoyer, à titre privé, dans le même secteur pour se documenter sur le problème de la population

noire des îles et sur les moyens de préparer son accession à un statut nouveau. Les conclusions de l'un et de l'autre furent condensées dans le rapport que Pierce remit, à son retour, au ministre des finances. Il y faisait l'éloge de la population de couleur, du désir général qu'elle manifestait de s'instruire, en ajoutant qu'elle avait surtout besoin de l'aide et de la protection des blancs et d'une bonne direction, et il demandait que des surintendants fussent placés à la tête des plantations pour assurer l'ordre et le travail et pour enseigner aux noirs les responsabilités qu'ils devraient bientôt assumer. Il demandait aussi à Salmon P. Chase l'autorisation d'envoyer dans les îles des pasteurs et des maîtres d'école en vue de faire l'instruction des enfants et de leur apprendre à être travailleurs et sobres. Ainsi débutait un mouvement d'aide aux esclaves libérés des îles, qui eut immédiatement l'appui des organisations philanthropiques et des personnalités ou des groupes abolitionnistes du Nord. Pour ces derniers, le projet de Port Royal présentait une importance fondamentale car il apparaissait comme devant être le point de départ de l'émancipation de la race noire dans l'ensemble du territoire américain. S'il réussissait dans le secteur limité des îles littorales, les autres Etats du Sud s'en inspireraient à mesure que s'étendrait la zone de l'occupation fédérale.

De retour à Washington, Edward Pierce mit tout en œuvre pour faire aboutir son programme. Il était d'autant plus pressé d'obtenir satisfaction que le colonel Reynolds, agissant dans un esprit différent, proposait plus simplement au gouvernement fédéral de louer les plantations et leurs noirs à un organisme privé. L'idée était de réalisation plus facile, elle promettait au gouvernement des profits plus immédiats, elle s'accompagnait de la promesse d'attribuer aux noirs des vêtements et des rations alimentaires gratuites. Mais Pierce jugeait qu'elle n'aurait d'autre effet que d'enrichir ceux qui prendraient à bail les plantations et qu'elle sacrifierait en dernière analyse les intérêts et l'avenir des noirs.

Chase accepta le plan d'Edward Pierce, du moins dans ses grandes lignes. Et celui-ci se mit aussitôt en campagne pour réunir les appuis et les adhésions nécessaires à la réalisation de son projet. A Boston il trouva un terrain favorable, bien préparé par la propagande du Révérend Jacob Manning. Une « Educational Commission » y fut organisée dans le but d'entreprendre « l'élévation industrielle, sociale, intellectuelle, morale et religieuse des personnes affranchies de l'esclavage ». Elle était surtout formée d'hommes jeunes, qui étaient venus à l'anti-esclavagisme depuis 1850, sous l'effet de la réprobation soulevée par la loi sur les esclaves fugitifs et par la guerre du Kansas, tels Edward Everett Hale, le président, Samuel Cabbot, ou Edward Atkinson, l'économiste, qui s'efforçait de convaincre les industriels du Nord que l'établissement dans le Sud du travail libre améliorerait la qualité de la production agricole et en réduirait le coût, si bien que le Nord disposerait dès lors d'un coton meilleur marché et de meilleure qualité. L'expérience de Port Royal, à ses yeux, démontrerait la productivité supérieure de la main d'œuvre libre et aurait raison de l'argument des conservateurs que l'émancipation risquait de jeter dans la société blanche une masse de noirs qui refuseraient de travailler. Elle démontre-

rait aussi la supériorité des institutions du Nord : en substituant à l'organisation périmée du Sud le système politique de la Nouvelle Angleterre, son town meeting, ses écoles publiques, son christianisme libéral, on referait la société du Sud décadente et l'on préparerait la transition de l'esclavage à la liberté.

L'Educational Commission ne se limitait d'ailleurs pas à la poursuite de ce but élevé. Elle se proposait aussi de subvenir aux besoins matériels de ces esclaves qui étaient les victimes de la guerre. L'aide matérielle constituait pour les citoyens du Nord une telle obligation d'ordre moral que Mansfield French et les personnalités dirigeantes de l'American Missionary Association lancèrent sur cette base leur campagne en faveur de l'entreprise de Port Royal. Une nouvelle association « pour le soulagement des esclaves libérés », généreusement commanditée par les milieux d'affaires, se constitua à cet effet dans la ville de New York. Et la « mission de Port Royal » sortit des efforts de ces divers organismes. Les deux comités de Boston et de New York se mirent aussitôt à l'œuvre, ils choisirent leurs surintendants et leurs éducateurs, levèrent les fonds nécessaires à l'entreprise. Et, dans l'espace de deux semaines, ils recrutèrent 53 hommes et femmes, dont plusieurs étudiants récemment sortis de Harvard, Yale, Brown, et des écoles de divinité de Cambridge et Andover. Les jeunes ecclésiastiques répondirent en nombre à l'appel de leurs aînés. Il y avait aussi parmi eux quelques médecins, quelques ingénieurs, notamment le bostonien Edward Philbrick, qui avait offert ses services gratuitement, fils d'un abolitioniste bien connu et disciple d'Edward Atkinson et des milieux d'économistes qui prétendaient prouver sur le terrain des faits la supériorité du travail libre sur le travail servile. Egalement désintéressé, le jeune évangéliste W<sup>m</sup> Channing Gannett, le fils du président du mouvement « unitarien » américain, partait sans exiger aucune rémunération. Plusieurs, il est vrai, surtout parmi les futurs pasteurs, espéraient éviter l'obligation du service militaire en s'associant à cette entreprise pacifique, utile au bien public et à la cause de la liberté, et, de surcroît bien rémunérée, de 25 à 50 dollars par mois, alors que la paye du soldat ne dépassait pas 13 dollars.

A Hilton Head et à Beaufort, où ils arrivèrent en mars 1862, évangélistes et maîtres d'école furent assez peu favorablement accueillis par les autorités militaires qui n'avaient guère de sympathie pour la cause abolitionniste. Leurs premiers contacts avec les noirs, d'autre part, furent décevants. Ils déplorèrent l'influence démoralisante que l'armée avait déjà exercée sur ces derniers, par le mépris qu'elle leur témoignait, par le peu de scrupule avec lequel elle procédait à la réquisition des stocks de maïs qu'ils avaient mis en réserve pour l'hiver, par l'erreur enfin qui consistait à leur donner toutes assurances qu'ils étaient désormais entièrement libres. Sur ce point, que le gouvernement n'avait pas encore clarifié, les missionnaires se montraient particulièrement prudents. Paradoxalement, ils préconisaient l'application aux noirs d'un régime d'autorité jusqu'au jour où ceux-ci feraient preuve de qualités de travail suffisantes pour mériter la liberté. Mais le principal obstacle à l'action des missionnaires venait des hommes que le colonel Reynolds avait fait envoyer dans les îles pour y recueillir le coton des plantations abandonnées par leurs maîtres,

et qui, en fait, confisquaient tous les biens abandonnés, jusqu'au mobilier, au matériel agricole et au cheptel des plantations, gênant ainsi au plus haut point la tâche des surintendants. L'attitude de ces « agents du coton » envers les noirs, la lenteur qu'ils apportaient à payer leurs journées de travail, la modicité des salaires qu'ils leur versaient, aggravaient leurs désaccords avec les missionnaires. Et le fait que ces derniers abordaient sans expérience la tâche de la restauration des plantations, sans connaissance aucune de la culture du coton, ajoutait à leurs difficultés.

Les missionnaires, au surplus, étaient profondément divisés. Aux représentants de la Nouvelle Angleterre, formés dans une tradition anti-esclavagiste qui s'inspirait d'un christianisme libéral, étranger aux confessions religieuses organisées, s'opposaient ceux de New York, venus à l'anti-esclavagisme à une date plus récente, à un moment où s'épanouissait la renaissance évangélique. De ces antécédents, les uns et les autres avaient hérité des points de vue différents à l'égard du type d'éducation qu'il conviendrait de donner aux noirs, de la position surtout qu'il y aurait lieu d'adopter envers les pratiques religieuses des esclaves. Les missionnaires de Boston désapprouvaient ces pratiques, trop émotionnelles à leurs yeux. Leurs sermons prêchaient en termes sobres le devoir, la vérité, la propreté corporelle, tandis que les représentants de New York gagnaient davantage leurs auditoires par une prédication plus accessible qui exposait le message émouvant du Christ crucifié, qui s'adressait au sentiment plus qu'à la raison et qui correspondait mieux aux habitudes d'auditoires formés en majorité de Baptistes.

Dès le mois d'avril 1862, d'autre part, la mission des Sea Islands se renforça d'un troisième élément, représenté par les missionnaires de Philadelphie qui se proposaient, au même titre que ceux qui les avaient précédés, de venir en aide matériellement aux noirs libérés et de leur enseigner les vérités fondamentales de la Bible, dégagées autant que possible de tout sectarisme. Désormais, surintendants et maîtres d'école commencèrent d'arriver régulièrement à Boston, et, parmi les nouveaux venus, délégués par le comité de Philadelphie, figuraient des recrues comme Laura M. Towne, inégalables en dévouement et en ténacité. Un Quaker, John Hunn, rejoignit le groupe de Philadelphie à l'automne de 1862, accompagné de la célèbre mulâtre Charlotte Forten qui venait pour se consacrer à l'éducation de ses congénères. Grâce à ces renforts, et en dépit des nombreux obstacles qu'ils trouvaient devant eux, les missionnaires des trois grandes villes de l'Est purent engager parmi les noirs et sur les anciennes plantations l'œuvre qu'ils se proposaient de réaliser.

Servis par leur inlassable patience, ils obtinrent des noirs la reprise du travail sur les plantations de coton. Leur allié le plus utile fut ici le « driver » noir, le commandeur de l'Amérique française, dans le cas du moins des plantations où celui-ci, l'auxiliaire habituel du maître sous le régime servile, était resté à son poste et avait maintenu une certaine discipline. Des équipes de travail se reconstituèrent alors sous sa direction. Ailleurs, certains surintendants assignèrent à chaque famille une parcelle de terre et lui en laissèrent la responsabilité en lui promettant une rémunération fixe par livre de coton

qu'elle récolterait. C'est dans ces conditions que fut produite la première récolte de coton émanant du travail libre des noirs. Dès le 23 avril 1862, 2 à 3.000 acres de terre de coton avaient étéensemencés en dépit des réticences des noirs qui jugeaient insuffisante la rémunération de leur travail.

Les maîtres et maîtresses d'école venus du Nord étaient généralement mieux accueillis que les surintendants par la population de couleur, car celle-ci, dès le début, avait manifesté sa volonté d'apprendre les rudiments de l'instruction, la lecture et l'écriture, dont elle associait la connaissance avec le monde puissant des maîtres et avec la classe privilégiée des esclaves qui comprenait les commandeurs et les domestiques. Dès le mois de mai 1862, 138 élèves, dont près de la moitié se composait de travailleurs des champs, fréquentaient régulièrement l'école de Coffin Point, et une centaine celle de Beaufort. Tout en faisant l'éducation des noirs et en surveillant la gestion des plantations, les missionnaires s'informaient des habitudes de vie des esclaves libérés, de leur conception de la vie de famille et du mariage, des modalités de culte qu'ils pratiquaient. Et ils en vinrent à constater que la religion, parmi les démonstrations bruyantes et en apparence désordonnées auxquelles elle donnait lieu autour de la « praise house », constituait en réalité le point central de la vie de la population de couleur, l'élément dominant de toute activité sociale. Elle s'exprimait particulièrement dans ces chansons que les noirs répétaient sans cesse au cours de leur labeur monotone et qui indiquaient une conception d'un ciel aussi tangible que la plantation elle-même, et aussi enviable que la liberté, et d'un Sauveur aussi réel que leur maître, mais plus bienveillant. La religion chrétienne apportait aux esclaves la consolation qu'exigeait la dureté de leur existence : nulle part, en effet, l'esclave n'était admis aussi complètement que dans les églises à participer à la vie de son maître, et les missionnaires croyaient observer en lui des traits indiquant qu'il avait assimilé, sous des dehors liés à ses origines africaines, le véritable esprit de sa nouvelle foi. De sa culture originelle, le noir leur paraissait avoir conservé peu de chose, ce qu'ils attribuaient à la dureté du régime de la plantation. L'esclavage, aux yeux de ces abolitionnistes, était cause de tous les défauts qu'on imputait aux noirs, de leur abdication de tout esprit d'indépendance. Ils en arrivaient même à se demander si les effets dégradants de l'esclavage ne les rendraient pas incapables d'assumer les responsabilités des hommes libres, du moins avant plusieurs générations. Pour le moment, missionnaires, maîtres d'école, surintendants trouvaient devant eux une population habituée à dépendre à l'excès des blancs, possédant un sens très faible de la famille, dominée par les défauts classiques des esclaves, le vol, le mensonge, l'irresponsabilité. Les maîtres, bons ou mauvais, s'étaient toujours efforcés de réprimer chez leurs esclaves tout principe de virilité. C'est pourquoi le plus grand nombre des noirs libérés apparaissaient comme une race d'enfants, mal formés, arrêtés dans leur croissance.

Le travail des surintendants et maîtres d'école se trouva facilité par l'élimination des agents du coton en mai 1862 et par le départ des îles du colonel Reynolds dont la mission venait de prendre fin. La nomination du général

David Hunter à la tête du « Department of the South » leur apporta simultanément une personnalité fortement acquise au principe de la liberté des noirs, comme l'indiqua sa proclamation en faveur de l'émancipation de la population de couleur dans la zone de son commandement, suivie de la première tentative d'enrôlement des noirs dans l'armée fédérale. Les méthodes arbitraires dont Hunter fit usage à cette occasion provoquèrent, certes, les critiques des missionnaires, mais l'ardeur de ses convictions apaisa leurs objections. En confiant surtout au général Rufus Saxton la direction de cette entreprise des Sea Islands qui avait jusque là relevé de l'initiative privée, le ministre de la guerre donna satisfaction à toutes les sectes religieuses et philanthropiques représentées dans la région. Saxton avait l'ordre de prendre soin de toute la population restée sur les plantations appartenant à des maîtres rebelles. Il avait pleine autorité de faire pour la culture des terres, pour la protection et l'emploi des habitants, tels règlements que les circonstances paraîtraient exiger. Il ne serait responsable que devant le ministre de la guerre et devant le général Hunter, sur la coopération duquel il pouvait compter. Saxton, originaire du Massachusetts, était, au même titre que Hunter, un abolitioniste radical, un homme qui subordonnait toutes ses initiatives à la réalisation d'un idéal d'émancipation, sans se soucier de leurs conséquences éventuelles. Il arriva dans le Sud alors qu'Edward Pierce s'appêtait à abandonner l'entreprise dont il avait été le promoteur pour reprendre à Boston son cabinet d'avoué. La guerre civile, engagée pour sauvegarder l'union américaine contre la sécession des Etats du Sud, venait d'entrer dans sa phase décisive. A la fin de 1862, elle était devenue une révolution sociale dont le but essentiel était la suppression de l'esclavage, et les efforts tentés dans la région de Port Royal pour convertir les noirs au principe du travail libre et les acheminer graduellement vers les droits des citoyens américains, malgré leurs résultats encore incertains, avaient contribué dans une large mesure à cette nouvelle orientation de l'opinion publique dans les Etats du Nord qui allait bientôt se cristalliser dans la proclamation émancipatrice du président Lincoln.

*Les Etats du Sud avant la guerre civile : économie et société, le samedi, de 3 à 4 heures.*

Le samedi, on a repris l'étude de l'économie et de la société des Etats du Sud avant la guerre civile, conduite l'année dernière jusqu'au stade de la maturité de la société des plantations, qui se traduit par l'apparition d'un esprit plus scientifique dans les méthodes agricoles, par le développement de la vie intellectuelle, par un intérêt croissant pour l'enseignement des académies et des collèges. Le Sud, en 1850, comptait 2.700 Académies, plus que les Etats du Centre, et, parmi les institutions, certaines, celles de Moses Waddel à Willington (Caroline du Sud) pour les garçons, la Locust Dell Female Academy à Florence (Alabama) pour les filles, avaient une haute réputation. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, il est à noter que la Caroline du Nord fut le premier Etat de l'Union américaine qui fonda en 1795 une université d'Etat. Et le Collège de Caroline du Sud s'avéra plus avancé que Harvard en confiant

à Francis Lieber une chaire d'histoire générale dont il n'y avait pas l'équivalent à Cambridge. Partout, les études classiques jouaient un rôle prépondérant dans l'enseignement privé ou public. Et l'intérêt qu'elles suscitaient inspirait aussi le style architectural des demeures des plus riches planteurs. Il est vrai que, sous cette surface brillante qui exprime la maturité de la société, une certaine rugosité persistait, reflet du stade encore tout proche de la frontière. La sérénité apparente de la vie des plus grands propriétaires était troublée par les mille problèmes inhérents à l'esclavage, par de fréquents soucis d'argent, par l'appréhension, à partir surtout de 1846, de la crise imminente de l'union américaine.

La Louisiane, avec sa société créole, se détachait sur cet ensemble d'Etats. Le pays avait toujours formé une terre riche, mais de vie difficile du fait de son climat, de la menace permanente des épidémies de fièvre jaune et de choléra, et de la nécessité d'une lutte incessante contre la poussée des eaux du Mississipi. La population comprenait plusieurs groupes de langue française, descendants des colons français et allemands du début de l'occupation, des Acadiens déportés, des émigrés de Saint Domingue, des exilés politiques enfin de la Révolution. A quoi s'ajoutait un important effectif d'Espagnols et d'immigrants européens, Irlandais, Allemands, Anglais, qui débarquaient sans cesse à la Nouvelle Orléans. A partir de 1860, d'autre part, les Américains, en majorité originaires de New York, déferlèrent en nombre sur la Louisiane, amenant avec eux des représentants des professions libérales, des hommes d'affaires entreprenants et énergiques. Longtemps l'élément de langue française conserva ses caractères propres, sa religion, ses lois. Mais le conflit fut bientôt tranché en faveur des anglo-américains par l'augmentation démographique de ces derniers et par la rapide extension des cultures du coton et de la canne à sucre. Les grandes plantations de canne à sucre, en dépit des progrès que les Créoles, Etienne de Boré, Norbert Rillieux, firent réaliser à la technique du sucre, étaient, en raison des capitaux qu'elles exigeaient, entre les mains d'Anglo-Américains. La diversité ethnique de la Louisiane s'exprimait surtout à la Nouvelle Orléans, où se concentraient 45 % de sa population. La ville connaissait un remarquable essor lié surtout au commerce du sucre et du coton, malgré la déviation vers New York, depuis la construction du canal de l'Erié, d'une grande partie des productions des Etats du Centre, jusque là drainées par la voie du Mississipi.

Socialement, il n'existait pas dans le Sud d'avant la guerre civile de distinction de classes bien tranchées. Les exemples y sont nombreux d'ascension de petits ou de moyens fermiers vers le statut de grands propriétaires terriens ou de leaders industriels du lendemain de la guerre civile. Et ces exemples indiquent l'extrême fluidité de cette société qu'un sénateur du Kentucky définissait en 1820 comme ne comportant, du moins parmi les blancs, « ni patriciens ni plébéiens ». Les voyageurs étrangers dans les Etats du Sud s'intéressaient surtout à la minorité des gros planteurs, sans se douter que l'unité agricole habituelle était la ferme et non la plantation. C'est ainsi que, en Caroline du Nord, 2 % seulement des propriétaires possédaient plus de 500 acres

(200 hectares) de terre, alors que les 2/3 des agriculteurs occupaient des fermes de moins de 100 acres (40 hectares). Entre les fermes et les plantations il n'existait pas de séparation. Les unes et les autres se juxtaposaient, occupaient des sols également riches et d'une égale productivité. Ces constatations, basées sur les données des recensements de 1850 et 1860, infirment la théorie qui représente la plantation comme s'étendant au détriment des fermes dans les zones riches du Sud et les refoulant vers les zones les plus pauvres. Le fermier moyen, incontestablement, faisait surtout des cultures alimentaires, maïs, blé, avoine, pois. Mais les sols qu'il occupait se prêtaient aussi bien à la production du coton, du tabac ou du chanvre qui se concentraient de préférence sur les grands domaines à cause de la présence d'un nombreux personnel servile. Si un certain nombre de ces fermiers possédaient quelques esclaves, la plupart n'en avaient pas. Ils travaillaient la terre avec l'aide de leurs enfants, et ils puisaient un sentiment d'orgueil dans le fait qu'ils étaient dans une forte proportion propriétaires de leurs terres, alors que, dans le Sud de 1930, 57 % des fermiers ne seront plus que des tenanciers. Leur vie était rude d'ailleurs, sans confort, accompagnée d'un régime alimentaire monotone, et il y avait beaucoup d'illettrés parmi eux.

La classe moyenne du vieux Sud ne se limitait pas à ces fermiers, qui en formaient le groupe le plus nombreux. Elle englobait les régisseurs des plantations, les ouvriers et les artisans. Or ouvriers et artisans, qu'on oublie généralement dans la nomenclature sociale du vieux Sud, représentaient en 1860 16 % des salariés en Virginie, 14 % en Caroline du Nord, 26 % en Louisiane : des charpentiers, forgerons, mécaniciens, meuniers, cordonniers, dont beaucoup étaient des immigrants européens attirés dans les Etats du Sud par le niveau élevé des salaires des artisans spécialisés. Le statut économique de ces derniers était supérieur à celui des régisseurs, des ouvriers agricoles et des ouvriers d'usines. Plusieurs possédaient des terres et même des esclaves. La vie d'Ebenezer H. Stedman, fils d'un contremaître dans une usine de papier du Massachusetts, est significative des réalisations de certains de ces artisans, capables de s'élever au rang de propriétaires d'usines. D'autres, il est vrai, menaient une vie d'échecs et de désespoir. Parmi les ouvriers on signale çà et là quelques tentatives d'organisation, quelques mouvements revendicatifs. Mais ils se heurtaient à l'hostilité de la société agraire du Sud. Ils parvinrent à former deux syndicats d'une certaine force, la « Société typographique » fondée en 1835 par des imprimeurs de la Nouvelle Orléans, et l'Association des débardeurs de la Nouvelle Orléans. Mais le mouvement qui s'esquissa après 1850 en vue d'une organisation des métiers spécialisés indiquait seulement des velléités d'action qui n'aboutirent pas à des résultats d'ordre pratique. Le point qui inquiétait le plus ouvriers et artisans, et qui est souvent à la base de leurs revendications, était la concurrence des esclaves et des noirs libérés. De nombreuses plantations possédaient des ouvriers qualifiés, maçons, charpentiers, plâtriers, dont les maîtres avaient payé l'apprentissage, dont ils louaient les services dans les villes ou dans les plantations voisines, et qui étaient en mesure de faire aux blancs une concurrence redoutable. Et les protestations de

ces derniers contre l'emploi de cette main d'œuvre étaient inutiles auprès de législatures que dominaient les propriétaires d'esclaves. A côté de ces ouvriers nantis d'un métier déterminé il existait dans le Sud un grand nombre de commis de ferme, des blancs en majorité, et des travailleurs sans spécialité qui se recrutaient surtout parmi les Irlandais.

A l'échelon le plus bas enfin de cette société figurait le groupe misérable des pauvres blancs, cantonnés sur les sols pauvres où les uns vivaient en squatters, les autres possédaient de maigres parcelles de terre : méprisés par les esclaves noirs, ils l'étaient aussi par les blancs, qui se moquaient de leur pauvreté et de leur ignorance. Cette humanité était le produit du milieu où elle avait grandi, la victime des maladies débilitantes qui sévissaient dans le Sud, entre autres le hookworm. Elle n'était pas l'exacte réplique du prolétariat refoulé dans les taudis et les bas quartiers des grandes villes du Nord. Tous ces pauvres blancs se distinguaient par leur orgueil qui les détournait de s'engager au service d'un planteur pour effectuer des besognes d'ordre inférieur dont, à leurs yeux, les noirs devaient seuls avoir le monopole. Ils vivaient de chasse et de pêche beaucoup plus que d'agriculture. Avec leur langue désuète, pleine d'expressions élizabéthaines, leur silhouette émaciée, leurs vêtements grossièrement confectionnés, ils introduisaient leur note d'exotisme dans les villages du Sud les jours de marché. Dans la zone montagneuse des Apalaches, d'autres types sociaux encore apparaissaient, qui n'étaient pas des pauvres blancs, mais des hommes de la frontière, isolés dans les vallées intérieures, qui n'avaient pas suivi le mouvement d'expansion vers l'Ouest. Eux aussi étaient souvent misérables. Mais ils apportèrent au Sud une contribution culturelle importante représentée par leur musique faite de chansons archaïques importées de leur pays d'origine et par leurs *white spirituals*. Jusqu'à la guerre civile, ces groupes inférieurs restèrent privés d'hygiène et d'instruction. Economiquement, l'idée que lança W<sup>m</sup> Gregg de les employer dans les usines textiles qui faisaient leur apparition dans le Sud ne contribua guère à l'amélioration de leur niveau de vie. Politiquement, des manifestations de mécontentement se produisaient çà et là dans ces milieux populaires contre l'aristocratie des planteurs. Elles eurent peu d'effet dans les vieux Etats atlantiques, où les planteurs restaient en 1860 extrêmement puissants en dépit de leur petit nombre. Au delà des Apalaches, en revanche, après le mouvement jacksonien, les hommes du peuple tinrent souvent en échec le groupe des planteurs. Lorsque la guerre civile éclata, ceux-ci avaient cessé de dominer la vie politique dans l'ensemble du Sud.

Une des grandes originalités du Sud dans la période antérieure à la guerre, ce fut l'élan, surtout apparent dans les Etats atlantiques du haut Sud, d'une vie agricole inspirée de conceptions plus modernes. Ce mouvement de rénovation commença autour de 1820 avec les expériences d'Edmond Ruffin sur la technique de l'amélioration des sols. La zone appauvrie des estuaires à marée reprit alors sa fertilité par l'utilisation de la chaux et du guano. La monoculture de la fin du 18<sup>e</sup> siècle céda de plus en plus la place à une agriculture plus diversifiée, et la plantation type de la Virginie et du Maryland en vint à

associer la culture des céréales à celle du tabac. Le maïs devint même alors, surtout dans le haut Sud, la culture prépondérante, la plante nourricière par excellence pour l'homme aussi bien que pour le bétail. Simultanément, la partie boisée de la plaine côtière devenait le centre de l'exploitation des produits de la forêt, la résine, la térébenthine, la poix, le goudron, cet ensemble de « naval stores » dont les producteurs étaient généralement de petits fermiers, laborieux et étroitement spécialisés dans la culture du pin, mais qui vivaient dans des conditions aussi primitives que les pauvres blancs. Dans la zone intérieure, au delà des Apalaches, les domaines à esclaves reparaissaient pour la culture du coton, du tabac, du chanvre — la production distinctive du Kentucky —, mais partout l'agriculture se diversifiait par l'association des cultures commerciales et vivrières. Dans la décade 1850-60, le Sud était entré dans une phase de prospérité agricole, et la population avait renoncé à l'apathie et au découragement de la génération antérieure.

En revanche, commercialement parlant, le Sud faisait encore figure de pays colonial, dominé par les hommes d'affaires du Nord. Le mouvement de ses ports soulignait l'aspect colonial de son économie en ceci que, s'ils exportaient les denrées agricoles locales, toutes les marchandises en provenance d'Europe atteignaient le Sud par le canal de New York, dont les hommes d'affaires étaient les intermédiaires, les transporteurs, les banquiers, les assureurs qui prélevaient la part du lion sur les profits de l'agriculture du Sud. Le seul port qui n'eût pas de statut colonial, Baltimore, se situait à la périphérie du Sud et s'intégrait plutôt dans l'économie du Nord. La Nouvelle Orléans qui, par la valeur de ses exportations, se classait aussitôt après New York, n'avait à l'importation qu'une très faible activité. Aussi l'homme qui détenait dans le Sud le rôle économique était-il le *facteur*, l'intermédiaire indispensable entre la société du Sud et les hommes d'affaires du Nord, le banquier local des planteurs et des fermiers, leur pourvoyeur d'articles manufacturés qu'il recevait des marchés du Nord.

Le désir qui se manifestait de le soustraire à cette dépendance économique explique qu'un certain effort industriel ait été accompli dans le Sud d'avant la guerre civile. Mais tout changement ne pouvait qu'être d'une extrême lenteur dans un pays aussi dominé par son économie agricole et aussi attaché à l'esclavage. Dès 1817, un riche planteur, Joel Battle, fonda une des premières usines textiles du Sud en Caroline du Nord, avec un matériel importé de la Nouvelle Angleterre et une main d'œuvre fournie par les esclaves de sa plantation. William Gregg surtout fit beaucoup pour répandre l'industrie textile dans le Sud. Il trouva les capitaux nécessaires dans le commerce de bijouterie qu'il dirigeait à Columbia (Caroline du Sud). Et, au moment où les pouvoirs publics exprimaient une hostilité manifeste à l'égard de toute idée d'industrialisation, il engagea une campagne en faveur de l'établissement d'usines dans le Sud dont le rôle serait d'entraver l'émigration vers l'Ouest de la jeunesse des Etats atlantiques et d'ouvrir des possibilités de travail aux pauvres blancs. Ainsi prit naissance en 1846 l'usine modèle de Graniteville près d'Aiken (Caroline du Sud), entourée d'un village qui était géré suivant des principes stricte-

ment paternalistes. La Georgie, à son tour, fonda plusieurs manufactures de coton dont la période de prospérité se situe de 1840 à 1850. Le tabac donna aussi lieu à la création d'une industrie active avant la guerre civile. L'industrie métallurgique ne prit d'essor dans le Sud qu'avec la fondation de la ville manufacturière de Birmingham (Alabama) en 1870. Mais, avant la guerre civile, les *Tredegar Iron Works* de Richmond représentaient déjà un centre métallurgique d'une certaine importance qui fabriquait des locomotives, des rails de chemin de fer, des armements enfin dont le gouvernement fédéral était un des plus gros acheteurs. Longtemps cette industrie souffrit de l'emploi du charbon de bois qui l'exposait à la concurrence de la Pennsylvanie, et c'est seulement à la veille de la guerre civile que le coke y devint le combustible habituel. D'autres industries encore s'établirent dans le Sud : celle du bois, celle des cordages et des toiles de chanvre, l'extraction de l'or au début du 19<sup>e</sup> siècle... Mais toute l'évolution industrielle du Sud avant la guerre civile est marquée par une courbe essentiellement irrégulière, ce qui s'explique par le fait que les capitaux s'investissaient de préférence dans les exploitations agricoles et que toute période de prospérité de l'agriculture se soldait aussitôt par le déclin de la vie industrielle.

L'idéal agraire de la société du Sud était cause d'autre part du rôle secondaire de la classe des hommes d'affaires, en dépit de la naissance des industries locales. Lorsque la guerre éclata, les hommes d'affaires venaient à peine de faire leur apparition en tant que classe distincte, et ils n'étaient pas encore parvenus au degré de considération des planteurs, des hommes de loi, des politiciens ou des militaires. Dans leur ensemble, ils formaient un milieu conservateur, peu sympathique à l'agitation sécessionniste. Mais ils étaient aussi profondément attachés aux Etats du Sud, et, dès le début des hostilités, ils se rallièrent à la cause confédérée. Leur présence ne parvint pas à modifier les conceptions de vie d'un Sud provincial et isolé qui, en se figeant à partir de 1831-32, sous l'influence de la croisade abolitionniste dirigée contre sa structure sociale, dans la défense systématique de l'esclavage, avait renoncé à ces aspirations libérales dont il avait d'abord compté de si brillants représentants. Exprimant des vues contraires à celles de la classe moyenne dans un pays qui se démocratisait par le développement de l'instruction populaire, sociologues et hommes d'Etat répandirent dès lors une mentalité hostile à toute critique de l'esclavage qui aboutit à la révocation de présidents d'universités éminents, à la condamnation de pasteurs à tendances libérales, à l'orientation des jeunes gens vers les universités sudistes. A la veille de la guerre civile, le Sud en était arrivé à adopter une attitude de strict conformisme à la doctrine sociale officielle. Il se tenait à l'écart du mouvement d'idées sociales qui se manifestait dans le Nord, il avait cessé de diriger les destinées politiques de l'Union, il ne tenait plus aucun compte de l'opinion des minorités, il s'obstinait dans la défense de l'esclavage et dans un faux sentiment de supériorité. Le mouvement antiesclavagiste l'avait privé du sens de la mesure qu'avaient exprimé les leaders politiques virginien du début du 19<sup>e</sup> siècle.